

AP N° 2025-APC-34-IC

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE
autorisant la société La Marnaise à modifier les conditions d'exploitation
de plusieurs carrières de granulats alluvionnaires

Le Préfet de la Marne
Chevalier de la légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite

Vu

- le Code de l'environnement ;
- le Code minier ;
- l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du Code de l'environnement ;
- l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié par l'arrêté du 24 décembre 2009 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation installations classées ;
- l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- le Schéma départemental des carrières de la Marne approuvé par l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2014 ;
- l'arrêté préfectoral n° 2020-ChExp-60-IC du 26 juin 2020 autorisant la société La Marnaise à se substituer à la société GSM pour l'exploitation d'une carrière sur le territoire des communes de Matignicourt-Goncourt et Isle-sur-Marne (site n°6) ;
- l'arrêté préfectoral n° 2009-A-23-CARR du 24 juin 2009 autorisant la société La Marnaise à poursuivre l'exploitation d'une carrière sur le territoire de la commune de Matignicourt-Goncourt - lieu-dit « Les Clochers » (site n°1) ;
- l'arrêté préfectoral n° 2018-AU-46-IC du 26 avril 2018 portant autorisation unique à la société La Marnaise pour l'exploitation d'une carrière située sur le territoire des communes de Matignicourt-Goncourt et Orconte (sites n° 2 à 5) ;
- le porter à connaissance de modification non substantielle transmis par la société La Marnaise le 12 février 2021 concernant la demande de modification des conditions d'exploitations de carrières de granulats alluvionnaires afin de regrouper les sites 1 à 6 sur la même autorisation et ainsi pouvoir exploiter les sites successivement et non simultanément ;
- le porter à connaissance modifié transmis par la société La Marnaise le 26 juillet 2022 ;
- le rapport de l'inspection de l'environnement en date du 16 juillet 2024 ;
- le projet d'arrêté préfectoral complémentaire porté le 25 novembre 2024 à la connaissance de l'exploitant pour observations éventuelles.

Considérant :

- que l'exploitant souhaite optimiser son activité en regroupant les carrières sur une même autorisation ;
- que les modifications apportées ne remettent pas en cause la nature du projet ;

- que le demandeur présente les capacités techniques et financières et s'engage à constituer des garanties financières permettant de satisfaire aux conditions énoncées à l'article R.516-1 du Code de l'environnement ;
- que la demande de modification ne constitue pas une modification substantielle des conditions d'exploiter des différents sites déjà autorisés ;
- qu'il est nécessaire de réglementer cette modification en prenant un nouvel arrêté complémentaire consolidé ;
- que les dangers ou inconvénients que présentent les installations doivent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;
- que les activités de stockage de matériaux brut et traités nécessitent une régularisation au titre de la rubrique 2517.

Sur proposition de Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne.

ARRÊTE

Chapitre I : PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

Article 1 - Autorisation d'exploiter

La société La Marnaise, dont le siège social se situe 66 route de Vitry-en-Perthois, à Vitry-le-François, est autorisée :

- à poursuivre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de sables et graviers sur le territoire des communes de Matignicourt-Goncourt, Orconte et Isle-sur-Marne portant sur partie ou la totalité des parcelles.

Un plan de localisation précisant les parcelles concernées se trouve en [annexe 1](#) du présent arrêté.

Exploitations concernées			N° de site (chronologie d'exploitation)	Superficies			
Commune	Lieu-dit	Parcelle		Surface cadastrale (en ha)	Surface exploitable (en ha)		
Matignicourt-Goncourt	Les Clochers	ZE 1	1	17,2720	6,4		
Matignicourt-Goncourt	La sente de Larzicourt	ZD 15 à 18	2	58,1460	31,3291		
		ZD 13	3				
Orconte	La grande mare Jandeure	ZL 17 à 22	4				
	La mare Jandeure	ZL 25 à 27	5				
Matignicourt-Goncourt	Le chemin d'Orconte	ZC 1	6	30,8450	25,9184		
	Les Clochers	ZE 10					
Isle sur Marne	Les Clochers	ZC 21					
				106,263	63,6475		

La surface exploitable tient compte des distances de recul nécessaires à la sécurité et la salubrité publiques (bande des 10 m imposée par l'article 14.1 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 et/ou autre recul issu de l'étude d'impact).

Toute modification cadastrale est portée à la connaissance de la préfecture et de l'inspection des installations classées.

Dans le cas où des prescriptions archéologiques ont été édictées par le Préfet de région en application des articles R.523-1, R.523-4 et R.523-17 du Code du patrimoine, la réalisation des travaux est subordonnée à l'accomplissement préalable de ces prescriptions.

L'autorisation porte sur les activités suivantes :

Rubrique	Régime	Description des activités	Caractéristiques
2510-1	Autorisation	1. Exploitation de carrières : Extraction de sables et graviers Superficie totale cadastrale : 106ha 26a 30ca Superficie totale sollicitée : 79ha 44a 61ca Superficie exploitable : 63ha 64a 75ca Quantité totale autorisée : 1 577 215 m ³ soit 2 838 987 t	Production maximale annuelle : 68 889 m ³ soit 124 000 t
2515-1	Enregistrement	Installation de broyage, concassage, criblage, ensilage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels. La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant : 1- Supérieure à 200 kW Centrale de traitement fixe	P > 200 kW
2517-1	Enregistrement	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, la superficie de l'aire de transit étant 1- Supérieure à 10000 m ²	Stockage maximal d'environ 113 000 t de matériaux (tout-venant ou traités) sur une superficie d'environ 35000 m ² .

Les arrêtés ministériels de prescriptions générales concernant ces rubriques sont applicables.

Rubrique	Régime	Description des activités	Caractéristiques
1.1 .1.0	Déclaration	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	Piézomètres sur les sites 2 et 3
2.1.5.0	Déclaration	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	6,4 ha (plateforme de traitement et de stockage) sur le site 1

3.2.3.0	Autorisation	Plans d'eau, permanents ou non : 1° Dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha	Plan d'eau réaménagé de 4 ha sur le site 1, plans d'eau finaux de 14 ha sur le site 2, de 4,55 ha sur le site 4, de 5,92 ha sur le site 5, de 4,67-4,77-11,44 ha sur le site 6
---------	--------------	--	--

Article 2 - Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Les conditions d'aménagement et d'exploitation fixées par les arrêtés n° 2020-ChExp-60-IC du 26 juin 2020, n° 2018-AU-46-IC du 26 avril 2018 et n° 2009-A-23-CARR du 24 juin 2009 sont abrogées.

Article 3 - Durée de l'autorisation

L'autorisation est accordée pour une durée de 25 ans, à compter de la notification du présent arrêté. La remise en état est incluse dans la durée d'autorisation. Les activités autorisées par les rubriques 2515 et 2517 ne sont pas concernées par cette durée d'autorisation et pourront donc perdurer au-delà sur le site n°1.

Elle est accordée sous réserve des droits des tiers et n'a d'effet que dans les limites des droits d'extraction dont bénéficie le titulaire.

L'extraction des matériaux commercialisables ne doit plus être réalisée 6 mois avant la fin de la présente autorisation, cette période étant réservée à finaliser les travaux de remise en état. L'exploitation ne peut être poursuivie au-delà que si une nouvelle autorisation est accordée. Il convient donc de déposer une nouvelle demande d'autorisation dans les formes réglementaires et en temps utiles.

L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai.

Article 4 - Garanties financières

L'autorisation d'exploiter est conditionnée à la constitution effective des garanties financières.

Le montant de référence des garanties financières est établi en application de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 selon la formule suivante:

$$Cr = \alpha \times (S1 \times C1 + S2 \times C2 + L \times C3) ;$$

Le montant de référence (Cr) de garantie financière est fixé dans le tableau suivant :

Période quinquennale	Surface S1 en ha	Surface S2 en ha	Linéaire L en m	Montant de base en euros	coefficient multiplicateur	Montant de référence en euros
2024-2025	4	17,6	1260	720 680,00 €	1,3864	999 151,00 €
2026-2031	4	17,4	1105	707 457,00 €	1,3864	980 818,00 €
2032-2037	4	14,7	815	601 548,00 €	1,3864	833 986,00 €
2037-2042	4	14,7	475	584 568,00 €	1,3864	810 445,00 €

Période quinquennale	Surface S1 en ha	Surface S2 en ha	Linéaire L en m	Montant de base en euros	coefficient multiplicateur	Montant de référence en euros
2043-2048	4	10,5	435	441 176,00 €	1,3864	611 646,00 €

Le coefficient multiplicateur est défini par :

- un indice TP 01 de mai 2009 (INDEX0) égal à 94,3 (actualisé sur la base du coefficient de raccordement de 6,5345 fixé par l'avis paru au JO du 20 décembre 2014) ;
- un indice TP 01 (INDEXr) égal à 130,3 (indice du mois d'avril 2024 publié le 18 juin 2024) ;
- un taux de TVA applicable (TVA0) de 0,196 ;
- un taux de TVA applicable (TVAr) de 0,200.

- **Document attestant des garanties financières :**

L'exploitant est tenu d'adresser au Préfet le document d'attestation de la constitution de garanties financières à minima 1 mois avant le début de la période de prolongation de la durée d'exploitation. Une copie de ce document doit être adressée à l'inspection des installations classées.

Le document d'attestation de la constitution des garanties financières doit être conforme au modèle d'acte de cautionnement solidaire figurant en annexe de l'arrêté du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution des garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du Code de l'environnement.

Un nouveau document d'attestation de la constitution des garanties financières doit être établi six mois suivant l'intervention d'une augmentation de l'indice TP 01 supérieure à 15 % par rapport à l'indice TP 01 pris pour le calcul du montant indiqué dans le document précédent.

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières doit être subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.

- **Absence des garanties financières :**

Sans préjudice de la procédure d'amende administrative prévue au 4° du II de l'article L.171-8 du Code de l'environnement, les manquements aux obligations de garanties financières donnent lieu à l'application de la procédure de consignation prévue au 1° du II de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement, indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées.

- **Appel des garanties financières :**

Le Préfet fait appel aux garanties financières :

- soit en cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté en matière de remise en état après intervention de la mesure de consignation prévue au 1° du II de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement ;
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme au présent arrêté.

- **Levée des garanties financières :**

La levée de l'obligation des garanties financières est effectuée par arrêté préfectoral lorsque le site est remis en état.

Article 5 - Conformité aux plans et données techniques

L'exploitation de la carrière et des installations connexes doit être conforme aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'autorisation, en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

Article 6 - Modifications des conditions d'exploitation

Tout projet de modification des conditions d'exploitation de la carrière, allant à l'encontre des prescriptions du présent arrêté ou susceptible de porter atteinte à l'environnement, doit faire l'objet d'une autorisation préalable du Préfet du département de la Marne.

Article 7 - Déclaration de début d'exploitation

La constitution des garanties financières vaut déclaration de mise en service de l'installation. Elle est faite au plus tard lors du début effectif de l'exploitation. Elle est subordonnée à la réalisation des prescriptions mentionnées au titre II du présent arrêté.

Article 8 - Déclaration d'accident ou de pollution accidentelle

Tout incident ou accident intéressant la sécurité et la salubrité publiques ou du personnel est immédiatement porté à la connaissance de l'inspection de l'environnement : Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est – Unité départementale de la Marne - tél. : 03.10.42.28.00.

L'exploitant est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection de l'environnement, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.

Article 9 - Registres et plans

L'exploitant doit établir un plan d'échelle adaptée à la superficie. Sur ce plan sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres, (ainsi que les bornes) ;
- les bords de la fouille ;
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;
- les zones remises en état ;
- la position des ouvrages de surface et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.

Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.

Article 10 - Dossier d'exploitation de l'installation de traitement des matériaux et de transit

L'exploitant établit, date et tient à jour un dossier d'exploitation comportant les documents suivants :

- la copie des documents informant le Préfet des modifications apportées à l'installation ;
- les résultats des mesures sur les effluents, le bruit et l'air sur les cinq dernières années ;
- le registre rassemblant l'ensemble des déclarations d'accidents ou d'incidents faites à l'inspection des installations classées, pour les installations appelées à fonctionner plus de six mois ;
- le registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus ;
- les fiches de données de sécurité des produits dangereux présents dans l'installation ;
- les rapports de vérifications périodiques ;
- les éléments justifiant de l'entretien et de la vérification des installations ;
- les consignes d'exploitation ;
- les registres des déchets.

Ce dossier d'exploitation est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, le cas échéant, en tout ou partie, sous format informatique.

Article 11 - Fin de travaux ou renouvellement

Lorsque l'installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au Préfet la date de cet arrêt six mois au moins avant celle-ci.

La notification indique les mesures prises ou prévues pour assurer la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

L'exploitant transmet au Préfet un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement compte tenu de la remise en état définie ci-dessous et visée par l'[annexe 3](#) du présent arrêté.

Le mémoire rappelle les enjeux écologiques (faune, flore, eaux souterraines, etc.) identifiés lors de la demande d'autorisation et les engagements pris par l'exploitant afin d'assurer la vocation ultérieure des sites.

Le mémoire est accompagné :

- des relevés des plans et éléments documentaires ;
- des relevés écologiques effectués pendant la période d'exploitation ;
- d'un recensement des incidents et accidents survenus pendant la phase d'exploitation et susceptibles d'interférer dans les travaux de remise en état ;
- d'un plan topographique à jour de la carrière dans un rayon de 50 m autour du périmètre autorisé ;
- de photographies ;
- de tous autres documents de nature à préciser et compléter ce mémoire .

L'exploitant doit faire attester par une entreprise certifiée, ou disposant de compétences équivalentes, que certaines étapes de sa cessation ont été menées conformément au Code de l'environnement. Les attestations sont transmises aux services de l'État.

Renouvellement

Dans le cas d'un renouvellement de la présente autorisation d'exploiter, celui-ci doit être sollicité au moins 6 mois avant la date d'échéance de l'autorisation.

Article 12 - Contrôles et analyses

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspection de l'environnement peut, à tout moment, réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, et réaliser des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge de l'exploitant.

Article 13 - Prescriptions archéologiques

Toute découverte archéologique fortuite lors de l'exploitation doit être immédiatement signalée à la Direction régionale des affaires culturelles - Pôle Patrimoine du service régional de l'archéologie.

Article 14 - Réglementation

Réglementation applicable (liste non exhaustive)

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous (liste non exhaustive) :

- arrêté du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- arrêté du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets ;
- arrêté du 11 mars 2010 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère ;
- arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives ;
- arrêté du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- arrêté du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du Code de l'environnement ;
- arrêté du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 ;
- arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;
- arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du Code de l'environnement ;
- arrêté du 26 juillet 2022 définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R.541-45 du Code de l'environnement, pour les déchets dangereux de fluides frigorigènes et autres déchets dangereux de fluides en contenants sous pression ;
- arrêté du 26 juin 2023 portant modalités d'agrément des laboratoires effectuant des analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques au titre du Code de l'environnement.

Respect des autres législations et réglementations

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice :

- des autres législations et réglementations applicables, et notamment le Code minier, le Code civil, le Code de l'urbanisme, le Code du travail et le Code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression,
- des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Chapitre II : AMÉNAGEMENTS PRÉLIMINAIRES

Article 15 - Panneaux d'identification

L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant, en caractères apparents, son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

Article 16 - Bornage

Préalablement à la mise en exploitation de la carrière, l'exploitant est tenu de placer :

- des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ;
- des bornes de nivellement.

Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

Le bornage du périmètre d'exploitation doit permettre, lors des contrôles de l'inspection des installations classées, de vérifier que les travaux sont bien conduits à l'intérieur de l'emprise autorisée.

Ces bornes peuvent être des bornes de géomètre classiques, mises en place à la périphérie du chantier.

Une bande de 10 m de large en bordure des terrains appartenant à des tiers sera maintenue libre de toute exploitation. Cette mesure réglementaire exclut la possibilité d'affaissement des terrains voisins, de par la nature des sols, le mode d'exploitation et le réaménagement prévu.

L'exploitant est tenu de s'assurer de la mise en place d'un bornage à proximité de chacun des deux pylônes porteurs de la ligne à haute tension 250 kV qui traverse le site 2.

Cela doit permettre de délimiter un périmètre dans lequel aucun travail de terrassement ne peut être effectué à moins de 10 m des massifs de fondation de ces supports. L'accès terrestre à ces ouvrages doit être délimité et préservé.

Le bornage du périmètre autorisé, le bornage de l'emprise de la ligne électrique et de ses supports et le bornage du périmètre d'exploitation sont reportés sur le plan visé à l'article 9 du présent arrêté.

Article 17 - Utilisation des chemins

L'exploitant doit solliciter l'autorisation d'utiliser les chemins auprès de leur gestionnaire.

Article 18 - Accès à la voirie publique

L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique. L'entrée et la sortie des véhicules s'effectuent dans de bonnes conditions de visibilité.

Les accès devant desservir la carrière sont renforcés et revêtus d'un enduit gravillonné sur une centaine de mètres pour éviter l'apport de boues sur la voie publique.

Les débouchés des accès des différentes parties de la carrière sur la voie publique sont pré-signalisés de part et d'autre (panneaux A 14 : danger, sortie de carrière) et des stops sont implantés sur chaque chemin d'exploitation.

La contribution de l'exploitant de carrière à la remise en état des voiries départementales et communales reste fixée par les règlements relatifs à la voirie des collectivités locales.

La circulation à partir des carrières se fait via les chemins ci-dessous qui permettent la jonction entre les zones d'extraction et la centrale de traitement :

- le chemin d'exploitation n° 13 dit des Clochers (sur 1100 m) ;
- le chemin d'exploitation n° 10 dit de Matignicourt à Larzicourt (sur 350 m) ;
- le chemin d'exploitation n° 9 dit des Longues Viornes (sur 300 m) ;
- le chemin rural dit du Bout de la Mare Jandeure (sur 170 m) ;
- le chemin rural dit du Milieu de la Mare Jandeure (sur 10 m).

En outre, l'exploitant doit tenir compte qu'en hiver, des barrières de dégel peuvent être posées sur certaines routes départementales, après de fortes gelées, limitant l'accès des routes départementales aux véhicules de 7,5 tonnes au plus.

La contribution de l'exploitant de carrière à la remise en état des voiries départementales reste fixée par les règlements relatifs à la voirie des collectivités locales.

Article 19 - Servitudes

Site n°2 :

Une ligne haute tension RTE traverse la parcelle du nord-est vers le sud-ouest. Un pylône est présent au nord-est du site, un autre au sud-ouest.

L'exploitant est tenu de respecter la notice d'information comprenant les règles applicables aux travaux de toute nature exécutés par des tiers à proximité d'installations électriques et transmise au préalable par le gestionnaire de réseau RTE.

Une déclaration d'intention de commencement de travaux sera transmise à RTE avant toute intervention.

L'exploitant veillera également à respecter les contraintes spécifiques à proximité d'un réseau (ligne à haute tension).

Aucun terrassement ne pourra être entrepris à moins de 10 m des massifs de fondation des pylônes. Le libre accès aux pieds des pylônes devra être maintenu. Tout projet de plantation d'arbres à proximité de la ligne aérienne devra faire l'objet d'une déclaration préalable auprès des services compétents.

Site n°6 :

Au pied de chaque pylône de transport d'électricité, une zone est interdite d'extraction. Un passage pour véhicule de 5 m de large au minimum doit être maintenu en permanence.

Chapitre III : CONDUITE DE L'EXPLOITATION

Article 20 - Phasage

Les phasages d'exploitation reportés sur les plans en [annexe 2](#) doivent être scrupuleusement respectés. Néanmoins, il est possible de déroger à celui-ci après demande motivée et accord écrit de l'inspection de l'environnement.

Chaque phase correspond à une durée d'une année environ.

L'exploitation de la phase "n+2" ne peut être entamée que lorsque la remise en état de la phase "n" est terminée, exceptée pour les zones qui seront remblayées avec entre autres les fines de décantation et exceptée pour la réalisation des évaluations archéologiques.

Par référence aux définitions des valeurs S1, S2 et L, figurant dans l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 et ayant servi à déterminer le montant des garanties financières pour cette carrière, les valeurs réelles sur la carrière Sr1, Sr2 et Lr correspondantes doivent être inférieures aux valeurs S1, S2 et L mentionnées dans le tableau à l'article 4.

Les surfaces décapées de la terre végétale sont comptées comme surfaces en chantier (S2).

Article 21 - Décapage

Le décapage des terrains est limité au besoin des travaux d'exploitation.

Le décapage doit être en accord avec le plan de phasage et avec les prescriptions archéologiques complémentaires éventuelles.

Le décapage est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles. L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et réutilisés pour le réaménagement coordonné aux phases d'extraction. Les matériaux de découverte nécessaires à la remise en état sont intégralement conservés.

La hauteur des tas de terre végétale stockée doit être telle qu'il n'en résulte pas d'altération de ses caractéristiques. Elle est limitée à 3 mètres afin d'éviter les phénomènes de tassement. Les merlons sont arrondis pour éviter l'érosion latérale et leur pente ne dépasse pas 30°. La terre végétale est utilisée le plus rapidement possible avec une durée de stockage excédant pas 4 ans. La hauteur des tas de stériles est limitée à 3 mètres. Le stockage de la terre végétale se fait uniquement en périphérie de l'extraction (dans la bande de 10 m sous la forme de merlon).

Les travaux de décapage sont effectués en dehors de la période de reproduction des espèces avifaunistiques, soit entre octobre et mars. Cette mesure est appliquée sur l'ensemble du périmètre prévu par l'exploitation.

Article 22 - Limitation de l'extraction

Sites n°2 à 5 : La profondeur maximale d'extraction est (y compris l'épaisseur des matériaux de découverte) de 4,80 mètres. L'épaisseur d'extraction moyenne est en théorie de 4 à 5 mètres (m) au maximum par rapport au terrain naturel mais la hauteur moyenne est de 3,5 m. Les cotes moyennes NGF d'extraction sont de 113,00 m.

Site n°6 : La profondeur maximale d'extraction est (y compris l'épaisseur des matériaux de découverte) de 4,10 mètres pour le secteur Est. Les cotes minimales NGF d'extraction sont de 110 mètres sur le secteur Est.

La profondeur moyenne d'extraction est de 3,88 mètres et de 3,62 mètres.

La production maximale correspondant à l'extraction réalisée dans le périmètre autorisé est de l'ordre de 1 577 215 m³. La production annuelle maximale autorisée est de 68 889 m³ soit 124 000 t/an.

Article 23 - Modalités d'extraction

L'extraction est réalisée au moyen d'une pelle hydraulique sur chenilles travaillant en rétro.

Le rabattement de nappe (pompage de la nappe pour le décapage, l'exploitation et la remise en état des gisements de matériaux alluvionnaires) est interdit.

Les extractions en nappe alluviale dans le lit majeur ne doivent pas créer de risque de déplacement du lit mineur, faire obstacle à l'écoulement des eaux superficielles ou aggraver les inondations.

Article 24 - Prélèvements d'eau

Afin de limiter le prélèvement d'eau, les matériaux extraits seront stockés en bordure d'extraction afin d'y subir un pré-égouttage.

Pour l'alimentation de la centrale de traitement sur le site n°1, des prélèvements d'eau seront effectués au droit du site pour une utilisation en circuit fermé. La pompe de surface prélèvera avec un débit maximal de 75 m³/h et pour une quantité maximale de 75 000 m³/an. Un compteur mécanique permettra de contrôler les débits exactement prélevés qui seront relevés chaque semaine et inscrits dans un registre spécifique prévu à cet effet.

Chapitre IV : PRÉVENTION DES POLLUTIONS

Article 25 - Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols, de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel.

L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence.

Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues.

Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussières ou de boue sur les voies de circulation publiques. Ils sont nettoyés si nécessaire afin de laisser la voie publique propre. Malgré ces précautions, si la chaussée devait être souillée, l'exploitant devra la nettoyer rapidement et à ses frais.

Article 26 - Prévention des pollutions accidentelles

Il n'existe pas de stockage fixe d'hydrocarbures sur les sites.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.

Les activités susceptibles de provoquer une pollution des eaux sont interdites.

Toutes les mesures sont prises pour interdire le dépôt, dans l'excavation, de matériaux ou produits susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux. L'accès aux zones susceptibles de donner lieu à des déversements de déchets est interdit par une clôture solide et efficace.

Pour faire face à tout risque de pollution, les opérations importantes de maintenance du matériel roulant et certains travaux d'entretien courant comme les vidanges, le ravitaillement des véhicules sont réalisées uniquement au sein de l'atelier situé sur le site n°1 sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.

Des kits de dépollution et des produits absorbants sont mis à disposition du personnel sur le site.

Pour les eaux usées (lavabos, sanitaires) sur le site n°1, l'installation de ce dispositif de traitement autonome et son entretien répondent aux dispositions en vigueur applicables aux systèmes d'assainissement non collectif.

Les huiles neuves, les huiles usagées ainsi que le liquide de refroidissement et le produit lave-glace, utilisés lors du petit entretien des engins et du crible, sont stockés hors sites, conservés dans des bidons placés sur des bacs de rétention étanches. De fait, en dehors des fluides contenus d'origine par les engins, tout stockage, fixe ou mobile, de liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est interdit sur le site d'exploitation.

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une cuvette de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 litres.

Rejets d'eau dans le milieu naturel

Les seuls rejets d'eau autorisés dans le milieu naturel sont constitués par les eaux pluviales.

Article 27 - Contrôle des eaux souterraines

Le contrôle quantitatif et qualitatif des eaux souterraines est réalisé deux fois par an, l'un en période dite de « basses eaux » et le suivant en période dite de « hautes eaux », à raison d'un contrôle dans le plan d'eau en exploitation et d'un contrôle dans les piézomètres installés. Un rapport annuel des résultats des analyses est transmis à l'inspection des installations classées avant le 30 avril N+1. Les résultats de l'auto surveillance, sauf impossibilité technique, sont transmis par l'exploitant par le biais du site Internet appelé GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Auto surveillance Fréquentes).

Le contrôle de la qualité des eaux est réalisé sur les paramètres suivants : pH, conductivité, Matière en suspension totale (MEST), Demande chimique en Oxygène (DCO), Demande biochimique en oxygène pendant 5 jours (DBO5), métaux lourds totaux et hydrocarbures totaux.

Un suivi de l'indice phénol est également exigé comme indicateur supplémentaire de la qualité de la nappe, en plus des autres paramètres suivis.

Le suivi analytique, transmis chaque année à l'inspection des installations classées, et tenu à disposition de l'ARS, est repris de manière synthétique, selon les sites et leurs piézomètres attribués, dans le tableau suivant :

Surveillance des eaux souterraines sites 1 à 6 de Matignicourt-Goncourt et Orconte						
Analyse qualitative/site (+ n° piézo/site)	Site 3 (piézo. P5, P6 et P7)	Site 2 (piézo. P1, P2, P3 et P4)	Site 5 (échelle limnimétrique)	Site 4 (échelle limnimétrique)	Site 6 (échelle limnimétrique)	Site 1 (piézo 8)
hydrocarbures totaux	Oui	Oui	Non	Non	Non	Oui
DCO,	Oui	Oui	Non	Non	Non	Oui
DBO5	Oui	Oui	Non	Non	Non	Oui
COV	Oui	Oui	Non	Non	Non	Oui
Métaux lourds	Oui	Oui	Non	Non	Non	Oui
pH et température,	Oui	Oui	Non	Non	Non	Oui
MES	Oui	Oui	Non	Non	Non	Oui
Phénol	Oui	Oui	Non	Non	Non	Oui
Hauteur de nappe (analyse quantitative)	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui

La position des piézomètres P1 à P7 figure dans le plan de l'état final en [annexe 3](#).

Afin de mesurer les effets éventuels des remblais sur la qualité des eaux souterraines, pour un suivi analytique en aval du site concerné, l'exploitant prendra les dispositions suivantes :

- pour le site 3 : mise en place de trois piézomètres, avec un piézomètre P5 mis en amont de l'écoulement ; deux autres P6 et P7, placés en aval ;
- pour le site 2 : mise en place de quatre piézomètres, avec un piézomètre P1 placé en amont de l'écoulement au nord-est du site, un piézomètre P2 placé au nord-ouest de la prairie humide, à

proximité du périmètre de protection rapproché du captage AEP, et deux autres piézomètres, P3 et P4, placés en aval écoulement de la nappe.

- pour le site 1 : mise en place d'un piézomètre P8 placé sur la partie nord-est du site.

Des contrôles pourront être demandés par l'inspecteur des installations classées, et ceux-ci seront à la charge de l'exploitant.

Au terme de la remise en état, l'exploitant proposera à l'Inspection des installations classées les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement des ouvrages piézométriques, afin d'éviter la pollution des nappes d'eaux souterraines. La surveillance pouvant perdurer pendant cinq années et tant que de besoin après l'exploitation, ces modalités (mesures et calendrier) seront soumises à l'approbation de l'Inspection des installations classées.

Article 28 - Consommation d'eau

L'ensemble des sites fonctionneront en autonomie et ne nécessiteront pas de branchement aux réseaux communaux.

Article 29 - Poussières

L'exploitant prend toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières, notamment :

- l'implantation de merlons naturellement végétalisés en périphérie du site et de l'installation de traitement ;
- la conformité et l'entretien régulier des engins ;
- l'optimisation du nombre d'engins et de véhicules intervenant sur site ;
- la limitation de la vitesse des engins et camions à 20 km/h sur le site ;
- l'entretien régulier des pistes et des voies d'accès ;
- l'arrosage si nécessaire des pistes par temps sec ;
- les bennes bâchées et les roues des camions nettoyées, si nécessaire.

Les installations susceptibles de dégager des fumées, gaz, poussières ou odeurs doivent être munies de dispositifs permettant de collecter et canaliser autant que possible les émissions. Ces dispositifs, après épurations des gaz collectés en tant que de besoin, sont munis d'orifices obturables et accessibles aux fins d'analyse.

Les gaz rejetés à l'atmosphère ne doivent pas contenir plus de 150 mg/Nm³ de poussières.

Une mesure du débit rejeté et de la concentration des polluants doit être effectuée, selon les méthodes normalisées en vigueur, au moins tous les trois ans. Les mesures sont effectuées par un organisme agréé par le ministre de l'environnement quand il existe une procédure d'agrément des organismes. A défaut de méthode spécifique normalisée et lorsque les composés sont sous forme particulaire ou vésiculaire, les conditions d'échantillonnage isocinétique décrites par la norme NFX 44.052 doivent être respectées. Ces mesures sont effectuées sur une durée voisine d'une demi-heure, dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation.

En cas d'impossibilité, liée à l'activité ou aux équipements, d'effectuer une mesure représentative des rejets, une évaluation des conditions de fonctionnement et des capacités des équipements d'épuration à respecter les valeurs limites est réalisée.

Le traitement des produits d'extraction s'effectue en eau.

Article 30 - Surveillance de la qualité de l'air ou des retombées des poussières autour de l'installation de traitement et de la zone de transit des matériaux

L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières. Il met en place un réseau permettant de mesurer le suivi de ces retombées de poussières dans l'environnement. Ce suivi est réalisé par la méthode des plaquettes de dépôt. Un point au moins,

permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant (« bruit de fond »), est prévu. Cette implantation tiendra compte des vents dominants.

Le respect de la norme NF X 43-007 (2008) - méthode des plaquettes de dépôt - et de la norme NF X 43-014 (2017) - méthode des jauges de retombées - est réputé répondre aux exigences définies par le précédent alinéa du présent article.

Lorsque le fonctionnement de l'installation se fait sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à six mois, cette surveillance est réalisée à la demande de l'inspection des installations classées.

Pour les autres durées de fonctionnement, la fréquence des mesures de retombées de poussières est au minimum trimestrielle. L'exploitant adresse tous les ans, à l'inspection des installations classées, un bilan des résultats de mesures de retombées de poussières, avec ses commentaires qui tiennent notamment compte des conditions météorologiques, des évolutions significatives des valeurs mesurées et des niveaux de production.

Article 31 - Lutte contre l'incendie

L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont constitués d'extincteurs tous feux placés sur les engins de chargement et de transport.

L'exploitant doit respecter les dispositions suivantes pour la desserte des installations :

- Largeur : 3 m, bandes réservées au stationnement exclues ;
- Rayon intérieur minimum : 11 m ;
- Surlargeur $S = 15/R$ dans les virages de rayon inférieur à 50 m (S et R, surlargeur et rayon intérieur étant exprimés en mètres) ;
- Hauteur libre : 3,50 m ;
- Pente inférieure à 15 %.

L'accès aux différents secteurs de la carrière doit être balisé. En cas de sinistre, un accueil des secours doit être assuré pour garantir leur rapidité d'intervention.

Article 32 - Déchets

L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation.

Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :

- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;
- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de l'installation de stockage de déchets ;
- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;
- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à l'installation de stockage de déchets ;
- les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de

l'environnement soumises à autorisation et aux installations de gestion de déchets provenant des mines ou carrières.

Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au Préfet.

Toutes les dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles. Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées.

En fin d'exploitation, tous les déchets sont valorisés ou éliminés vers des installations dûment autorisées.

Les déchets banals (bois, papier, verre, textile, plastique, caoutchouc, etc.) et non souillés par des produits toxiques ou polluants peuvent être valorisés ou éliminés dans les mêmes conditions que les ordures ménagères.

Les seuls modes d'élimination autorisés pour les déchets d'emballages sont la valorisation par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des matériaux utilisables ou de l'énergie. Cette disposition n'est pas applicable aux détenteurs de déchets d'emballage qui en produisent un volume hebdomadaire inférieur à 1100 litres et qui les remettent au service de collecte et de traitement des communes (décret n° 94-609 du 13 juillet 1994).

Cependant, quelle qu'en soit leur quantité, les emballages vides ayant contenu des produits toxiques ou susceptibles d'entraîner des pollutions doivent être renvoyés au fournisseur lorsque leur réemploi est possible. Dans le cas contraire, ils doivent être éliminés comme des déchets spéciaux.

L'ensemble du personnel est sensibilisé à la gestion des déchets.

Tout brûlage est interdit sur le site.

Article 33 - Bruit

L'exploitation est menée de manière à ne pas être à l'origine des bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

L'émergence est la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (installation en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence du bruit généré par l'installation).

Les zones à émergence réglementées sont :

- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date du présent arrêté, et leurs parties extérieures éventuellement les plus proches (cour, jardin, terrasse) ;
- les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date du présent arrêté ;
- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date du présent arrêté dans les zones constructibles définies ci-dessus, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

Les émissions sonores émises par l'installation ne doivent pas être à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles précisées dans le tableau suivant :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne doit pas dépasser, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par des installations classées pour la protection de l'environnement, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition ne peut excéder 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur des carrières, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage doivent être conformes à la réglementation en vigueur.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents ou à la sécurité des personnes.

La présence de merlons de terre, disposés autour du site, permettent de limiter le niveau sonore ressenti à l'extérieur du site.

Un contrôle des niveaux sonores est effectué tous les 5 ans sur le site n°1. Les résultats des contrôles de niveaux sonores sont transmis à l'inspection de l'environnement à réception du rapport.

Article 34 - Vibrations

Les prescriptions de la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables.

Article 35 - Transport des matériaux

L'évacuation des gisements se fait via les chemins ci-dessous qui permettent la jonction entre les zones d'extraction et la centrale de traitement :

- le chemin d'exploitation n° 13 dit des Clochers (sur 1100 m) ;
- le chemin d'exploitation n° 10 dit de Matignicourt à Larzicourt (sur 350 m) ;
- le chemin d'exploitation n° 9 dit des Longues Viornes (sur 300 m) ;
- le chemin rural dit du Bout de la Mare Jandeure (sur 170 m) ;
- le chemin rural dit du Milieu de la Mare Jandeure (sur 10 m).

Il n'y a pas de traversée du village de Matignicourt-Goncourt.

Le pont situé entre les sites et Matignicourt-Goncourt ne peut en aucun cas être emprunté par les camions.

Le transport des matériaux au départ de l'exploitation s'effectue par voie routière pour une production annuelle maximale de 124 000 t.

Il est rappelé aux chauffeurs l'importance du respect du Code de la route, par exemple par panneau pédagogique à la sortie de la carrière, notamment lors de traversées de zones habitées.

Les consignes habituelles sont rappelées aux chauffeurs quant à la limitation du tonnage de chargement et la limitation de la vitesse des véhicules.

Un pont-bascule permet la pesée des camions avant leur sortie du site, vérifiant leur conformité pour rejoindre le réseau routier.

Chapitre V : SÉCURITÉ

Article 36 - Accès à la carrière

Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.

L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées.

L'accès à la carrière est interdit par un portail mobile et verrouillé.

Des panneaux "chantier interdit au public" sont mis en place sur les voies d'accès.

Pendant toute la durée de l'exploitation, l'utilisation du site à des fins de loisirs est interdite (pêche, chasse, baignade, nautisme, etc.).

Article 37 - Bords des excavations

Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à une distance horizontale de 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

Cette distance pourra être augmentée en tant que de besoin. En particulier, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas doit être arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

Article 38 - Sécurité des installations

En dehors de la présence de personnel, les installations sont neutralisées et leur accessibilité interdite.

Les installations sont conçues de manière à éviter, même en cas de fonctionnement anormal ou d'accident, toute projection de matériel, accumulation ou épandage de produits qui pourraient entraîner une aggravation du danger.

Les installations d'appareils nécessitant une surveillance ou des contrôles fréquents au cours de leur fonctionnement sont disposées ou aménagées de telle manière que des opérations de surveillance puissent être exécutées aisément.

Des bouées de sauvetage seront mises en place à proximité des zones en eau.

Les engins et camions sont entretenus régulièrement.

Article 39 - Dépôts de produits minéraux

Intégration dans le paysage :

Les stockages ne devront pas avoir une hauteur supérieure à 6 mètres.

Poussières :

Les stockages extérieurs doivent être protégés des vents en mettant en place des écrans, chaque fois que nécessaire, ou être stabilisés pour éviter les émissions et les envols de poussières. En cas d'impossibilité de les stabiliser, ils doivent être réalisés sous abri ou en silos.

Article 40 - Matériel électrique

L'installation électrique et le matériel utilisé sont appropriés aux risques inhérents aux activités exercées.

Le matériel et les canalisations électriques doivent être maintenus en bon état et rester en permanence conformes à leurs spécifications d'origine.

Les installations doivent être vérifiées lors de leur mise en service, après chaque déménagement ou après avoir subi une modification de structure, puis au minimum une fois par an.

Ces vérifications font l'objet de rapports détaillés dont la conclusion précise très explicitement les défauts constatés auxquelles il faudra remédier dans les plus brefs délais.

Ces vérifications sont pratiquées par un organisme dûment agréé.

Chapitre VI : REMISE EN ÉTAT**Article 41 - Conditions de remise en état**

En fin d'exploitation, tous les produits polluants ainsi que tous les déchets sont valorisés ou éliminés vers des installations dûment autorisées.

L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant. La remise en état du site doit être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation, sauf dans le cas d'une demande de renouvellement de l'autorisation d'exploiter.

La remise en état doit être effectuée au fur et à mesure de l'avancement des travaux d'exploitation.

Article 42 - Nature de la remise en état

L'état final des lieux affectés par les travaux doit correspondre au plan de remise en état en [annexe 3](#) du présent arrêté. Le réaménagement du site se fera au fur et à mesure de l'exploitation.

Certains habitats et espèces remarquables identifiées sur la zone doivent être pris en compte dans le plan de réaménagement afin de ne pas être impactés par celui-ci.

De façon générale, la remise en état des sites comporte la mise en œuvre des mesures suivantes :

- suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité pour la remise en état des lieux ;
- nettoyage de l'ensemble des terrains comprenant l'enlèvement de tous matériels, matériaux, déchets et détritiques divers.

Site n°1 :

La remise en état du site n° 1 comporte la mise en œuvre des mesures suivantes :

- création d'un plan d'eau sur la partie Sud du site et remise en état sous forme de terres agricoles sur la partie Nord ;
- constitution d'un sol irrégulier et non compacté par régalage des terres d'une épaisseur de 30 cm aux abords du plan d'eau afin de faciliter la reprise de la végétation ;
- basculement des terres sur une partie du linéaire des berges hors d'eau et sous l'eau de manière à permettre la colonisation par la végétation aquatique et semi-aquatique ;

- création d'un talus pérenne destiné à accueillir une colonie d'hirondelles de rivage sur une hauteur de 1 m minimum avec un matériau de type sableux ; le haut du front de taille sera végétalisé en retrait de 2 à 3 mètres par rapport à la bordure ;
- régalage d'une épaisseur moyenne de 30 cm de terre végétale rapportée sur l'ensemble de la surface des berges à l'exception de certaines zones laissées à nu (berges filtrantes et banc de graviers) .

Site n°2 à 5 :

De manière générale, le remise en état consiste pour les sites 2 à 5 à :

- remise en état sous forme de terres agricoles du site 3 et de la partie ouest du site 2, pour une superficie d'environ 18,7 ha ;
- aménagement d'une zone de prairie humide de 3,4 ha, située au nord-ouest du plan d'eau écologique du site 2 ;
- remise en état sous forme de plans d'eau :
 - à l'est du site 2 pour environ 17,2 ha ;
 - du site 5 pour environ 4,7 ha ;
 - du site 4 pour 5,3 ha (soit environ 90 à 95 % de la zone d'extraction non-remblayée) ;
- le réseau piézométrique assorti d'un suivi analytique sera maintenu en état en tant que de besoin pendant cinq années après la fin d'exploitation du site.

→ Pour le site n°2, dans sa partie Ouest, les parcelles 15 et 16 section ZD, sollicitées au titre de l'extension du site 2, seront totalement remblayées pour être remise en terres agricoles (à l'image de la partie Sud de la parcelle 17 voisine), pendant la deuxième période quinquennale.

Dans le périmètre de protection rapprochée du captage AEP de Matignicourt-Goncourt, les mesures suivantes sont à prendre :

- au droit de cette limite, dans la zone de 300 m autour du captage d'AEP de Matignicourt - Goncourt, le remblayage d'excavation est réalisé à l'aide de matériaux naturels inertes de faible perméabilité (inférieure ou égale à 10^{-6} m/s), de type fines de lavage ou stériles, de manière à ne pas induire d'effets sur les eaux souterraines par relargage d'éléments toxiques ou indésirables ;
- la partie supérieure de la couverture finale reçoit au minimum 0,50 m de terres limono-argileuses.

Dans sa partie Est, le réaménagement du site n°2 (parcelle 18 section ZD), sera fait sous la forme d'un plan d'eau à vocation écologique répondant aux caractéristiques suivantes :

- la surface en eau s'inscrit dans un carré de 450 à 500 m de côté soit environ 75 % de la zone d'extraction non-remblayée ;
- la forme non allongée du plan d'eau, afin que les berges restent éloignées les unes des autres et permettent de proposer des espaces de tranquillité aux animaux ;
- un sol irrégulier et non compacté sera constitué sur les abords du plan d'eau afin de faciliter la reprise de la végétation ; des terres seront régalées sur une épaisseur de 0,30 m ;
- le plan d'eau présente des berges très sinueuses (coefficient de sinuosité de 1,31) avec une demi-douzaine d'anses ;
- le profilage des berges (notamment avec création de zones de hauts-fonds et de pentes douces) comprend des berges étanches, des berges par surverse à 45°, des berges à 30° et des berges de 10 à 15° pour les hauts-fonds.

Ces berges comportent un large tronçon filtrant au Nord-Est (afin de permettre un libre échange amont avec les eaux de la nappe), deux tronçons filtrants par surverse à l'Est ainsi qu'un tronçon filtrant au Sud (dans le but de permettre une libre circulation des eaux vers l'aval et un certain maintien de la lame d'eau). Pour ces tronçons de berges filtrantes, le recouvrement par de la terre végétale est proscrit. Les berges non perméables ou limitantes sont à proscrire.

Les autres types de berges seront réalisés par divers types de stériles puis par de la terre végétale. Elles feront ensuite l'objet d'un ensemencement avec un mélange de dicotylédones et de graminées indigènes afin d'assurer leur stabilité.

Les parties enherbées feront l'objet d'une seule fauche par an pour entretenir un couvert herbacé. Cette fauche devra être tardive (après le 15 juillet).

→ Le site 3 sera totalement remblayé pendant la période quinquennale n°1 pour remettre ses parcelles en terres agricoles :

- reconstitution des sols grâce, notamment, au décapage initial et sélectif des matériaux de découvertes ;
- afin d'empêcher toute interférence en direction du captage AEP de Matignicourt-Goncourt, la berge Nord et la berge de la pointe Nord-Est recevront des remblais fins (imperméables) sur une bande d'au moins 3 mètres ;
- la libre circulation des eaux souterraines sera assurée par un chenal de remblais graveleux propres (exempts de fines) en centre du site selon un axe Nord-Est/Sud-Ouest ;
- les remblais inertes seront recouverts par une couche de remblais terreux épais de 0,30 m puis par 0,30 m de terre végétale (restitution à l'initial de la couche arable).

→ Pour les sites 4 et 5, les plans d'eau de ce secteur, bien que moins sinueux que le plan d'eau à vocation écologique du site 2, ménagent plusieurs anses.

L'aménagement de leurs berges comprend des berges filtrantes (subverticales), des berges à 30 à 45° sur la plupart du linéaire, et des berges à 15° pour les hauts-fonds.

Afin d'alimenter les futurs plans d'eau et permettre une libre circulation de la nappe, il convient de :

- mettre en relation les excavations via des berges filtrantes par surverse et la zone d'alimentation existante (en amont écoulement) ;
- alimenter le plan d'eau le plus à l'est (site 4) par le Nord-Est et par le Sud ;
- mettre en place des berges filtrantes par surverse en position médiane entre les 2 plans d'eau ;
- permettre l'écoulement vers l'aval à l'Ouest du site 5 via une berge filtrante par surverse.

Les abords de l'exploitation seront entretenus régulièrement par l'exploitant (exemple : fauche des merlons pour éviter le développement des "chardons"). Le personnel sera également sensibilisé à la problématique des espèces invasives (surveillance des abords et zones réaménagées, lavage des godets des engins avant leur première intervention sur site).

Site n°6 :

La remise en état respecte également les mesures suivantes pour le site n° 6 :

- le réaménagement est à vocation écologique pour le secteur Est ;
- sur le site enserré entre le chemin d'exploitation n°13 au nord, le chemin n°1 au Sud et le chemin n°10, un plan d'eau est aménagé et comporte des berges perméables (orientées Nord-Sud) et des berges aménagées (orientées Est-Ouest) avec îles et presqu'îles. Quelques zones de roselières sont également mises en place. Une zone minérale de 0,56 ha environ, sans terre végétale, est réalisée au Sud avec quelques mares à amphibiens favorables au crapaud calamite notamment. Quatre mares de 10 à 20 m² y sont aménagées. Un îlot minéralisé est également aménagé sur la partie sud de ce plan d'eau. A l'est, la moitié Sud de la berge longeant le chemin n°10 est aménagée en pente très douce d'au plus 2 %. Une zone de hauts fonds phragmitaie y est également aménagée. Une avancée de friche thermophile entoure le pylône supportant les lignes électriques de la berge occidentale. Un nichoir à garrot est implanté sur la zone de haut-fond au sud à proximité de la zone favorable au crapaud calamite ;
- à l'Est du chemin préservé n°10 dit de Matignicourt à Larzicourt, deux plans d'eau séparés par une bande de prairie sont créés. Une île recouverte d'une prairie sèche est aménagée dans le plan d'eau Nord en lieu (zone archéologique délaissée) et bordée de hauts fonds. Au niveau du plan d'eau Sud, une zone de hauts fonds est aménagée sur la berge orientale. Ce secteur ayant une orientation Nord-Sud, les berges filtrantes sont aménagées conformément aux préconisations de l'étude hydrogéologique.

De manière générale, et conformément au schéma paysager du Perthois, les berges non perméables ou limitantes sont à proscrire (sauf cas particulier du site 2 à proximité du captage AEP). Le profil des plans d'eau doit être diversifié. Quatre types de berges peuvent être mis en place :

- des berges filtrantes qui ne sont pas terrassées sur un linéaire limité, laissées en l'état et seulement écrêtées pour leur donner une pente supérieure à 45° (pour éviter tout colmatage des berges). Ce type de berge, perméable, favorise la circulation des eaux souterraines et leurs fronts graveleux et meubles sont un habitat idéal pour certaines espèces d'oiseaux. Elles sont idéalement placées perpendiculairement au sens d'écoulement des eaux souterraines ;
- des berges talutées à 30° avec une pente d'équilibre maximal où le battement de la nappe est limité ;
- des berges en pente douce (10 à 30° maximum) de façon à créer un large battement de la nappe. Elles sont essentielles à l'installation d'une large ceinture de végétation allant des plantes amphibies aux plantes aquatiques et sont favorables à l'installation de divers oiseaux et insectes ;
- des hauts-fonds constitués de zones quasi-planes, toujours immergées, propices à l'installation d'une végétation palustre, notamment des roselières. Elles doivent être aménagées de préférence à l'abri des vents dominants, en rive nord pour une meilleure exposition au soleil favorisant le développement de la faune piscicole.

Lors de l'entretien des parcelles, les espèces indésirables sont éliminées.

Aucun plan d'eau ne doit être empoisonné.

Des plantations seront réalisées en bosquets et constituées d'essences feuillues locales compatibles avec les milieux humides (préférentiellement Aulne, Erable, Frêne et Charme pour les espèces arborescentes à raison de 600 pieds et Prunelier et Cornouiller pour la strate buissonnante à raison de 300 pieds). Ces dernières seront localisées conformément au plan de remise en état. A ces endroits, de la terre végétale est régalée sur 1 m d'épaisseur afin d'assurer la reprise des plantations.

Seules les espèces de poissons d'eaux douces naturellement présentes dans la rivière de Marne et provenant de piscicultures agréées, pourront être introduites dans le plan d'eau aménagé. Il est notamment interdit, selon les dispositions de l'article L.432-10 du Code de l'environnement, d'introduire dans les eaux libres, des poissons appartenant à des espèces susceptibles de provoquer des déséquilibres biologiques ou n'appartenant pas à la liste des espèces représentées dans les eaux douces françaises (arrêté ministériel du 17 décembre 1985).

Article 43 - Détermination du battement de la nappe

Afin de respecter les critères de remise en état de la carrière en fin d'exploitation, l'exploitant détermine, chaque année, les variations du niveau de la nappe entre la période de basses eaux et de hautes eaux pendant la durée d'exploitation de la carrière.

Les résultats obtenus permettent notamment de déterminer le niveau de réalisation des prairies humides, des mares, des zones de hauts fonds. Les relevés effectués sont tenus à disposition de l'inspection de l'environnement pendant la durée d'exploitation et sont joints au mémoire de remise en état lors de la cessation d'activité.

Article 44 - Remblais

L'apport de remblais est interdit sur le site n°6.

Le remblayage des sites de la carrière ne doit pas nuire à la qualité des sols, compte tenu du contexte géochimique local. Les matériaux de remblais doivent présenter une bonne perméabilité afin de favoriser le bon écoulement des eaux.

Le remblayage des sites de la carrière est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés.

Les apports extérieurs de matériaux sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des matériaux à leur destination.

L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les volumes, les caractéristiques des matériaux et les moyens de transport utilisés (notamment immatriculation des véhicules de transport) ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.

Les matériaux de remblais proviennent de chantiers de la région. Ils sont triés afin de s'assurer de leur caractère inerte. La définition de déchet inerte est celle fixée à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relative aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières.

Les matériaux utilisés pour le remblayage ne doivent pas contenir de déchets dangereux, déchets assimilables à des ordures ménagères, plâtres, ferrailles, plastiques, bois, souches d'arbres, déchets végétaux ou tout autre élément non inerte.

Seuls les déchets inertes suivants peuvent être utilisés pour le remblayage de la carrière :

Code	Description	Restrictions
17 01 01	Béton	Uniquement les déchets de construction et de démolition triés (1) et à l'exclusion de ceux provenant de sites contaminés
17 01 02	Briques	Uniquement les déchets de construction et de démolition triés (1) et à l'exclusion de ceux provenant de sites contaminés
17 01 03	Tuiles et céramiques	Uniquement les déchets de construction et de démolition triés (1) et à l'exclusion de ceux provenant de sites contaminés
17 01 07	Mélanges de béton, tuiles et céramiques ne contenant pas de substances dangereuses	Uniquement les déchets de construction et de démolition triés (1) et à l'exclusion de ceux provenant de sites contaminés
17 03 02	Mélanges bitumineux ne contenant pas de goudron	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 05 04 20 02 02	Terres et cailloux (y compris déblais)	A l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et, pour les terres et cailloux provenant de sites contaminés, uniquement après réalisation d'une procédure d'acceptation préalable (sélection par maillage et test de lixiviation) (1) et à l'exclusion de ceux provenant de sites contaminés
17 05 06	Boues de dragage	A l'exclusion des boues de dragage contenant des substances dangereuses visées à la rubrique 17 05 05*, uniquement après réalisation d'une procédure d'acceptation préalable (test de lixiviation)

(1) Les déchets de construction et de démolition triés mentionnés dans cette liste et contenant en très faible quantité d'autres types de matériaux tels que des métaux, des matières plastiques, du plâtre, des substances organiques, du bois, du caoutchouc, etc. peuvent également être admis dans l'installation si leur séparation n'est pas économique viable.

L'accès de la carrière est strictement contrôlé et des moyens efficaces interdisant l'accès des véhicules en dehors des heures d'ouverture sont mis en place.

Les matériaux inertes extérieurs utilisés seront composés principalement de remblais provenant de chantiers de terrassement locaux dont le caractère inerte sera contrôlé sur les sites des installations de traitement.

Le traitement hors sites engendrera la production potentielle de 87 722 m³ de stériles (10 % du volume traité environ) qui seront utilisés dans le cadre du réaménagement des sites.

Avec un volume de 173 296 m³ de terre végétale et stériles déjà en place, l'exploitant dispose au total de 261 018 m³ de stériles permettant de poursuivre la remise en état des sites à la cote initiale sur une surface de l'ordre de 74 577 m² (pour une hauteur excavée de 3.50 m en moyenne), soit environ 24 % de la surface exploitable.

Chapitre VII : RAPPEL DES ÉCHÉANCES

Article 45 - Garanties financières

L'exploitant est tenu d'adresser au Préfet le document d'attestation de la constitution de garanties financières avant le début de l'exploitation. Une copie de ce document doit être adressée à l'inspection de l'environnement.

L'exploitant adresse au Préfet l'attestation de renouvellement des garanties financières au moins six mois avant leur échéance, et une copie de ce document à l'inspection de l'environnement.

Article 46 - Registres et plans

L'exploitant établit et met à jour au moins une fois par an un plan d'échelle adaptée à la superficie répertoriant les points précisés à l'article 9 du présent arrêté.

Article 47 - Autosurveillance bruit

Un contrôle des niveaux sonores est effectué tous les 5 ans à compter de la signature du présent arrêté. Les résultats sont transmis à l'inspection de l'environnement au plus tard 1 mois après réception du rapport.

Article 48 - Battement de la nappe

Afin de respecter les critères de remises en état de la carrière en fin d'exploitation, l'exploitant détermine, chaque année, les variations du niveau de la nappe entre la période de basses eaux et de hautes eaux pendant la durée d'exploitation de la carrière.

Article 49 - Plan de gestion des déchets

L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation puis est révisé tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan.

Article 50 - Surveillance de la qualité des eaux

Avant le début de l'exploitation de la carrière, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un bilan des niveaux piézométriques et de la qualité des eaux souterraines.

Quatre piézomètres de contrôle des eaux souterraines sont implantés conformément au plan en [annexe 3](#) du présent arrêté afin de mesurer l'impact éventuel de l'exploitation sur la piézométrie et sur la qualité des eaux souterraines.

Le contrôle de la qualité des eaux est réalisé 2 fois par an, l'un en période dite de « basses eaux » et le suivant en période dite de « hautes eaux », à raison d'un contrôle dans le plan d'eau en exploitation et d'un contrôle dans les piézomètres installés.

Un rapport annuel des résultats des analyses est transmis à l'inspection des installations classées avant le 30 avril n+1. Les résultats de l'auto surveillance, sauf impossibilité technique, sont transmis par l'exploitant par le biais du site Internet appelé GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Auto surveillance Fréquentes).

Le contrôle de la qualité des eaux est réalisé sur les paramètres suivants :

- pH, conductivité, MEST, DCO, DBO5, métaux lourds totaux et hydrocarbures totaux ;
- phénol (comme indicateur de la qualité de la nappe).

Article 51 - Suivi, interprétation et diffusion des résultats

- Actions correctives :

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du présent arrêté, notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

- Analyse et transmission des résultats :

Les résultats des mesures d'autosurveillance réalisées sont transmis au Préfet et à l'inspection de l'environnement dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

CHAPITRE VIII : DISPOSITIONS DIVERSES

Article 52 - Sanctions

Sans préjudice des sanctions de toute nature prévues par les règlements en vigueur, toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera passible des sanctions prévues par le Code de l'environnement et par le Code minier.

Toute infraction aux prescriptions relatives aux conditions de remise en état constitue, après mise en demeure, un délit conformément aux dispositions de l'article L.514-11 du Code de l'environnement.

Article 53 - Délais et voies de recours

En application de l'article R.181-50 du Code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne - 25 rue du Lycée - 51036 Châlons-en-Champagne cedex : (soit par courrier soit par le biais du site de téléprocédures www.telerecours.fr)

1° par les pétitionnaires ou exploitants dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 dans un délai de deux mois du premier jour de la publication et de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du 1er jour d'affichage.

Conformément à l'article L.411-2 du Code des relations entre le public et l'administration, toute décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai.

Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

Conformément à l'article R.181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou de dépôt du recours contentieux.

Article 54 - Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 55 - Exécution et diffusion

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Marne, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée, pour information, à Monsieur le Directeur régional des affaires culturelles, Monsieur le Chef du Service départemental de l'architecture ainsi qu'à Messieurs les Maires d'Isle-sur-Marne, de Matignicourt-Goncourt et d'Orconte qui en donneront communication à leur conseil municipal.

Notification en sera faite, sous pli recommandé, à Monsieur le Président directeur général de la société anonyme La Marnaise, dont le siège social se situe 66 route de Vitry-en-Perthois à Vitry-le-François.

Messieurs les Maires des communes d'Isle-sur-Marne, de Matignicourt-Goncourt et d'Orconte procéderont à l'affichage en mairie de l'arrêté pendant un mois. A l'issue de ce délai, ils dresseront un procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la Direction départementale des territoires de la Marne.

Le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'Etat dans la Marne pendant une durée minimale de quatre mois.

Châlons-en-Champagne, le

06 MARS 2025

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général

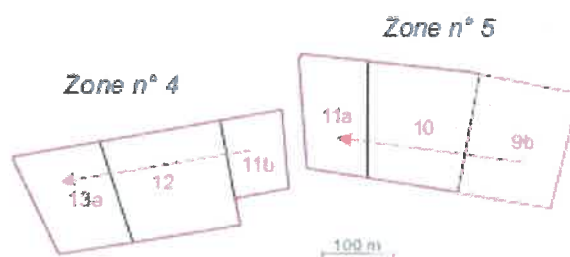
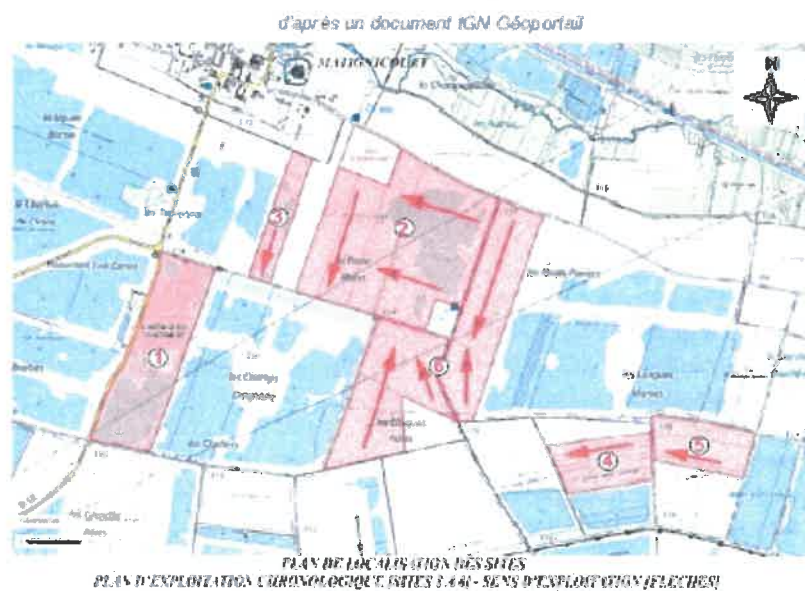
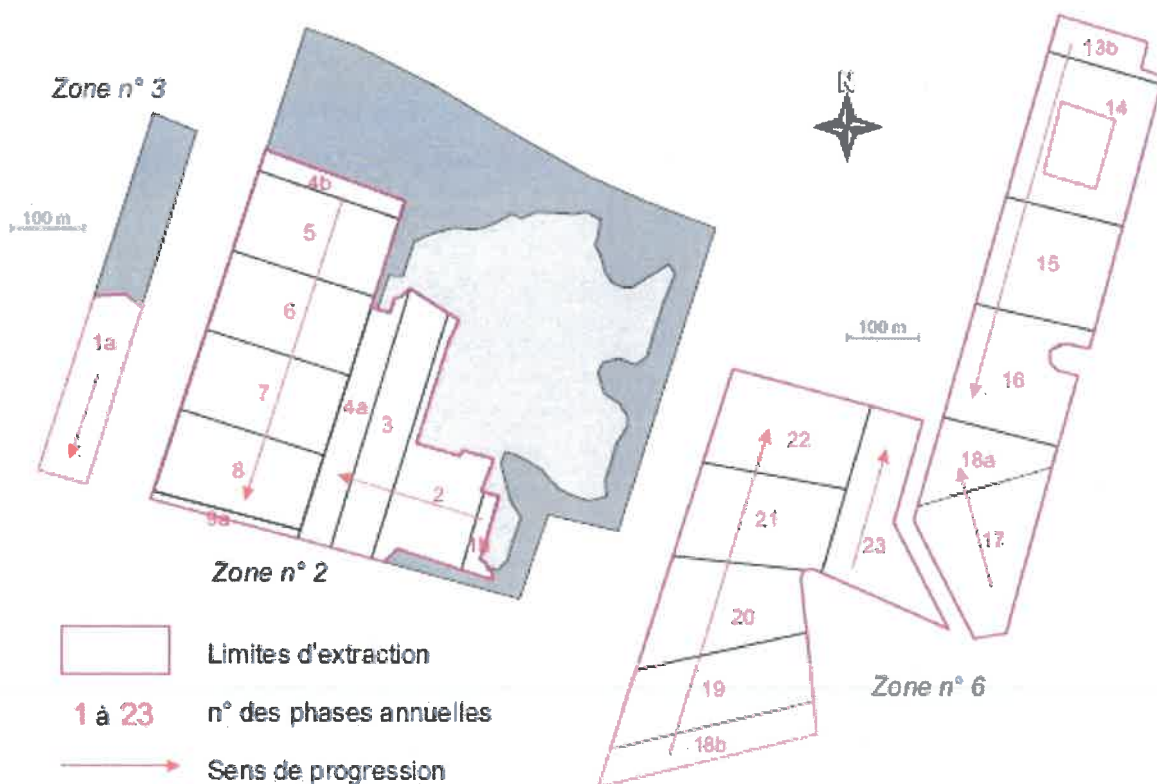
Raymond YEDDOU



Annexe 1 : Plan de localisation des parcelles



Annexe 2 : Plans de phasage



Annexe 3 : Plans prévisionnels de remise en état et piézomètres sites 2 et 3

